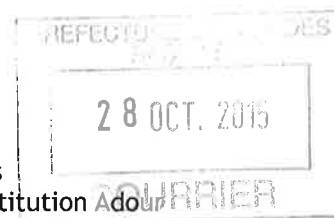


**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations  
De l'établissement Public Territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*



**Séance du 30 septembre 2015**  
(Convocation du 14 septembre 2015)

Aujourd'hui, le trente septembre deux mille quinze à 10h30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle des commissions 3 au Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE, Céline SALLES  
Messieurs Paul CARRERE, Gérard CASTET, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Etaient excusés :

Monsieur Charles PELANNE

---

**OBJET : DOSSIER IV - Affaires diverses / Autorisation de signature de convention : Réservoir d'Hagetmau-Monségur**

**Exposé des motifs :**

Considérant l'emplacement de la maison de Monsieur COUSTET aux abords du lac,

Considérant l'ouverture au public de l'accès au lac empiétant sur la propriété de Monsieur COUSTET,

Considérant l'implantation d'un piézomètre sur la parcelle de Monsieur COUSTET,

Considérant le refus de l'intéressé de procéder à la vente de ces parcelles,

Est établie une convention de servitude de passage dans une propriété privée (Monsieur COUSTET) pour accéder au chemin en rive gauche de la digue et permettre l'utilisation d'un piézomètre situé dans cette emprise privée en pied de digue. La parcelle concernée est la parcelle A 150 et la servitude est établie à titre gracieux pour l'Institution Adour et le gestionnaire du réservoir.

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

**D E C I D E**

**Article 1**

Le Bureau autorise le Président à signer la convention objet de la présente délibération.

## Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 30 septembre 2015 à Mont de Marsan

Le Président,

**INSTITUTION ADOUR**  
Département des Landes  
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

